



**MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

Seul le texte prononcé fait foi

**CDD 14  
Débat de haut niveau  
La voie à suivre**

**Déclaration de  
S.E. l'Ambassadeur Serge Chappatte  
Chef de Délégation**

---

**CSD 14  
High-Level Segment  
The Way Forward**

**Statement by  
H.E. Ambassador Serge Chappatte  
Head of Delegation**

**New York, 11 May 2006**

Monsieur le Président,

Nos discussions de ces jours derniers nous ont permis de poser un diagnostic sur les défis cruciaux du développement énergétique et industriel auxquels l'entier de la planète fait face. Ceux-ci sont les suivants: améliorer l'accès à l'énergie; diversifier le bouquet énergétique; renforcer l'efficacité énergétique; assurer la sécurité énergétique; minimiser l'impact négatif de la production et de la consommation d'énergie, notamment le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.

Nous sommes également conscients du fossé qui sépare les pays industrialisés des pays en voie de développement, de même que de l'obligation accrue des pays développés de diminuer leur intensité énergétique et, en parallèle, d'assister les pays en voie de développement à assurer leur approvisionnement en énergie et leur développement durable.

La Suisse est fortement convaincue que l'amélioration du bien-être humain peut et doit être découplée de la demande d'énergie afin de minimiser l'empreinte écologique (« Ecological Footprint »).

Les remèdes sont bien connus: ils incluent les ressources humaines et financières, le transfert de technologie, un cadre propice à l'investissement de même que la recherche, le développement et le déploiement de nouvelles technologies énergétiques.

Monsieur le Président,

Bien qu'il n'y ait pas d'ODM ayant trait à l'énergie, cette dernière est une condition *sine qua non* et préalable aux huit ODM. Nous devons agir urgemment dans les domaines où des progrès peuvent être atteints dans plusieurs ODM simultanément. C'est par exemple le cas dans le domaine de la pollution à l'intérieur des habitations: introduire des foyers et combustibles plus performants permet de promouvoir en même temps la santé, la condition des femmes et la création de revenus ainsi que de freiner la dégradation des ressources naturelles. Dans cette optique, nous entendons renforcer nos propres actions et soutenons fortement les activités de l'OMS, du PNUD et des ONG en la matière.

La clé de ce cycle de la CDD consiste à déclencher une palette d'activités à mettre en œuvre afin d'atteindre les buts et les engagements pris à Johannesburg. Il sera notamment important de suivre de manière approfondie et régulière leur portée et impact. Travaillons tous dans ce but.

Le secteur des énergies renouvelables, et plus particulièrement le Programme d'Action de Bonn, offre un parfait tremplin pour une telle démarche. Nous soutenons dès lors les appels pour des arrangements de suivi dans le domaine des renouvelables. Des procédés similaires devraient prendre forme chaque fois que l'énergie a une dimension transnationale, notamment l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique ou le développement d'énergies fossiles plus propres.

Le transfert de technologies et les flux d'investissement fournissent une assise plus durable aux infrastructures énergétiques des pays en voie de développement. Alors que nous cherchons des moyens d'accélérer le transfert de technologie, nous ne devons pas perdre de vue que le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto, avec ses récents amendements, offre un canal unique pour le transfert de technologie et de moyens financiers.

La part des fonds de l'Aide Publique au Développement (APD) liée à l'énergie devrait augmenter. Nous accueillons avec grand intérêt les réflexions actuelles de la Banque mondiale au sujet d'un « cadre d'investissement pour l'énergie propre » et nous nous réjouissons de l'approbation du plan pertinent sur les facilités de financement lors de la réunion annuelle de la Banque en septembre 2006.

Monsieur le Président,

La source d'une grande partie des investissements en matière d'énergie va venir du secteur privé. Ceci requiert des conditions-cadres politiques et légales transparentes, prévisibles et applicables. Associer le secteur privé est de toute première importance. Dans ce contexte, la Suisse est très satisfaite des résultats du "Global Compact", notamment le lancement des Principes d'Investissement Responsable le mois dernier à New York, comme mentionné hier par le Secrétaire Général également. Ces initiatives et beaucoup d'autres sont des exemples concrets de la promotion de pratiques commerciales responsables, tel que l'ont rappelé nos Chefs d'Etats et de Gouvernements en septembre 2005. Les efforts du secteur privé pour renforcer leur "Corporate Citizenship" sont particulièrement pertinents dans le secteur de l'énergie, car ces investissements ont d'importantes implications sociales et environnementales et sont aussi susceptibles de prêter le flanc à la corruption.

Mr. Chairman,

Our discussions in the past few days have allowed us to diagnose the crucial energy and industrial development challenges which the world is facing. These are: improved access to energy; diversification of the energy mix; rekindling energy efficiency; ensuring energy security; minimizing the adverse impact of energy production and consumption, including climate change and air pollution.

We are also aware of the divide between the developed and developing countries, and of the heightened responsibilities of the developed countries further to decrease their energy intensity and assist developing countries in ensuring the necessary energy supply and sustainable development.

Switzerland strongly believes that progress in human welfare can and must be decoupled from energy demand with a view to minimizing the ecological footprint.

The remedies are equally known: they include human and financial capacities, technology transfer, an enabling investment environment as well as energy research, development and deployment.

Mr. Chairman

Though there is no MDG on energy itself, energy is a prerequisite for all eight MDGs. Urgent action is required in areas where progress can be made towards the achievement of several MDGs at once. This is the case for example in the field of indoor air pollution: affording improved stoves and modern cooking fuels allows to tackle health, gender, income generation and biodegradation problems with one stroke. In this respect, we intend to strengthen our own activities and strongly support WHO's, UNDP's and NGOs' actions in this field.

It will be key for this CSD cycle to trigger a wealth of concrete follow-up activities to achieve the goals and commitments agreed upon in Johannesburg. It will also be important to monitor thoroughly and regularly the scope and impact of these activities. Let us all work towards that.

The renewable energy sector, and more particularly the Bonn Action Programme, perfectly lends itself as a springboard for this kind of efforts. We therefore support calls for follow-up arrangements in the field of renewables. Similar processes should shape up wherever energy has a transnational dimension, such as for energy access, energy efficiency or development of cleaner fossil fuels.

Technology transfer and investment flows provide a more sustainable foundation to energy infrastructures of developing countries. Whilst searching for ways to accelerate technology transfer, we should not lose sight of the fact that the Clean Development Mechanism under the Kyoto Protocol, especially with its recent amendments, provides a unique channel for technology and financial transfers.

The share of energy-related funds in ODA should be increased. We strongly welcome the World Bank's current reflections on an Investment Framework for Clean Energy and look forward to the approval of the relevant scheme on financing facilities at the Bank's Annual Meeting in September 2006.

Mr. Chairman

A large component of energy investment will stem from the private sector. This requires legal and policy frameworks that are transparent, predictable and enforceable. Associating the private sector is of paramount importance. In this context, Switzerland is very pleased to see the progress of the Global Compact, including the launching of the Principles for Responsible Investment last month in New York as mentioned yesterday by the Secretary General. These and many other initiatives are concrete examples of the promotion of responsible business practices as was called for by our Heads of States and Governments in September 2005. The private sector's efforts to enhance Corporate Citizenship are particularly relevant in the energy sector since its investments have high social and environmental impacts and are often prone to corruption.